

**B i b l i o t h è q u e**  
des  
**SCIENCES  
HUMAINES**

**Le moment  
Guizot**

par

**PIERRE ROSANVALLON**

**nrf**  
Éditions Gallimard











## REMERCIEMENTS

*Parmi tous ceux qui m'ont aidé de leurs suggestions et de leurs critiques, je tiens en particulier à remercier François Furet et Claude Lefort qui ont accepté de lire les différentes versions de ce manuscrit. Pierre Nora, de son côté, a largement dépassé son rôle usuel de directeur de collection en m'aidant avec beaucoup d'efficacité dans la mise au point finale de ce texte.*

*Je tiens également à remercier tout particulièrement M. Rémy Schlumberger qui m'a facilité l'accès aux papiers de Guizot, son trisaïeul, en me donnant notamment la possibilité de séjourner au Val-Richer où j'ai pu consulter les documents qui n'ont pas été versés aux Archives nationales.*





I

## LE MOMENT GUIZOT

*Le retour au XIX<sup>e</sup> siècle*

*Terminer la Révolution*

*Le moment Guizot*



## *Le retour au XIX<sup>e</sup> siècle*

Le constat n'est pas difficile à établir : la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle français, les années 1814-1848, a globalement assez peu mobilisé l'attention des historiens et la pensée politique de cette période n'intéresse encore qu'une poignée de spécialistes. On ne lit pratiquement plus, et on ne réédite donc pas, à de rares exceptions près, les œuvres de Guizot, Thiers, Cousin, Rémusat, Royer-Collard, Mignet, Augustin Thierry, Ballanche, Bonald, pour ne citer que quelques-uns des noms les plus illustres<sup>1</sup>. Tous ces auteurs sont implicitement renvoyés à l'image ennuyeuse d'une période sans consistance propre. Temps faible de l'histoire, et de la pensée simultanément, voué à un statut secondaire, mis sans dommage entre parenthèses. L'attention reste fixée sur les deux moments qui sont censés rythmer l'avènement progressif de la modernité démocratique : les Lumières comme précurseurs d'un côté et les penseurs de l'accomplissement démocratique de l'autre. Peu importe d'ailleurs dans ce dernier cas les interprétations de cet accomplissement. Qu'on le situe dans le socialisme dit utopique ou dans le marxisme, chez les pères fondateurs de la République ou chez les prophètes de l'anarchisme. Dans tous les cas, en effet, la même représentation du premier XIX<sup>e</sup> siècle sous-tend ces diverses mises en perspective de l'histoire de la culture politique française : celle d'une transition dans laquelle rien de neuf n'apparaît.

Les institutions politiques de la période ne sont appréhendées que comme une première ébauche, encore limitée, des

1. Voir sur ce point la « Note sur le destin éditorial de Guizot et de quelques publicistes et historiens de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle », *Annexe II*.

institutions démocratiques modernes. Le suffrage censitaire comme simple étape, point de passage entre l'Ancien Régime et le gouvernement représentatif fondé sur le suffrage universel. Toute une partie de l'historiographie contemporaine entretient cette vision en termes de transition qui est celle du sens commun. On finit par interpréter la Restauration et la monarchie de Juillet comme une sorte de répétition de l'Ancien Régime à l'intérieur même de la France nouvelle. Thème de la *persistance* du vieux dans le neuf, de l'*inaccomplissement* d'un basculement, de la difficile *maturation* d'un nouvel ordre social et politique<sup>1</sup>. La trivialité de l'analyse socio-économique sur laquelle se fonde cette lecture de la première moitié du XIX<sup>e</sup> (mais qui peut également s'élargir sans difficultés à l'ensemble du siècle) est ici trompeuse. Car le problème vient du glissement théorique qui s'opère implicitement en son sein. Que l'économie du XIX<sup>e</sup> siècle soit composite, marquée par l'émergence d'une croissance industrielle dans un monde qui reste agraire, nul ne le conteste. Pas plus qu'on ne saurait discuter le caractère progressif de la formation des nouvelles classes sociales (bourgeoisie, classe ouvrière) liées aux transformations des structures économiques. Si le vieux est le monde rural et « féodal » et le neuf le monde urbain et industriel, on peut certes parler en termes de transition pour qualifier le passage de l'un à l'autre<sup>2</sup>. Mais l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle se réduit-elle à cette approche en termes de mode de production et de classes économiques? Ou, plus précisément, a-t-on le droit de rabattre l'histoire de l'imaginaire libéral et démocratique sur celle du développement de l'économie capitaliste? À cette question, ce livre répond de façon négative. Les idées

1. Cf., dans des optiques un peu différentes, ARNO J. MAYER, *The Persistence of the Old Regime, Europe to the Great War*, New York, Pantheon Books, 1980, et E. WEBER, *La Fin des terroirs, la modernisation de la France rurale (1870-1914)*, Paris, Fayard, 1983. On remarquera que ce thème de la persistance est généralement appréhendé dans une perspective socio-économique. La vision tocquevillienne de la continuité entre l'État absolutiste et l'État du XIX<sup>e</sup> siècle (cf. *L'Ancien Régime et la Révolution*) est par contre assez peu reprise dans la mesure où elle ne cadre pas bien avec les lectures dominantes du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est en fait toute l'interprétation de la Révolution française, indissociablement rupture de l'imagerie politique et continuité des rapports État-société, qui est ici en jeu.

2. Je ne rentre évidemment pas ici dans la discussion sur le concept de transition qui est impliqué par cette lecture. Je me permets de renvoyer sur ce point à ce que j'en dis dans *Le Capitalisme utopique*, Paris, 1979, pp. 126-127.

libérales et démocratiques modernes ne se déploient pas de façon linéaire, pas plus qu'elles ne s'accordent aux phases d'un mouvement socio-économique qui en donnerait le sens véritable et ultime. Notre hypothèse est qu'elles se rapportent, de façon relativement autonome, à un ordre de faits spécifiques : l'interprétation de la Révolution française et la construction d'une rationalité politique qui permette de fonder un ordre stable dans le respect des principes de 1789, l'égalité civile et la liberté politique. Les auteurs politiques de la Restauration et de la monarchie de Juillet ne sont pas les interprètes partiels ou bornés d'un principe qu'ils refuseraient de reconnaître dans toute son ampleur ou dont ils s'ingénieraient à réduire la portée pratique. Il faut au contraire les comprendre comme les initiateurs originaux d'une réflexion sur la politique moderne entée sur une *expérience* majeure : celle de l'histoire de France de 1789 à 1814. Leur originalité devient naturellement illisible si l'on néglige la spécificité de ce contexte politique et intellectuel pour ne considérer que le mouvement intrinsèque des « idées », de Rousseau aux théoriciens de la République ou du socialisme. Une histoire des idées n'a de sens que si elle est *historique*. Banalité, dira-t-on. C'est ce qu'oublie pourtant pratiquement tous ceux qui parlent depuis Marx ou Lichtenberger<sup>1</sup> de « socialisme » au XVIII<sup>e</sup> siècle, en faisant des hommes du temps des Lumières de simples précurseurs d'un mouvement intellectuel qui parviendrait peu à peu à maturité. La Révolution n'a pas seulement contribué à accélérer la germination d'une promesse dont ils auraient été les premiers prophètes. Elle a également introduit une *rupture* dans la façon de concevoir la politique et l'histoire. Le développement des événements révolutionnaires, et 1793 tout particulièrement, a en effet provoqué une interrogation fondamentale sur le sens de l'idée démocratique, déplaçant ainsi le centre de gravité de la réflexion politique. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, *la question cruciale que cherchent à résoudre toute une partie des auteurs « libéraux » est celle des rapports entre le libéralisme et la démocratie*. Leur objectif est de comprendre les conditions dans lesquelles l'idéal démocratique de la participation à la chose publique s'est féroce-

1. L'ouvrage de LICHTENBERGER, *Le Socialisme au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1895, est typique de cette conception cumulative, a-historique de l'histoire des idées.

ment retourné contre les libertés. Ils veulent, en d'autres termes, éviter que le citoyen puisse de nouveau se dissocier de l'individu jusqu'à le dissoudre. Les philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle, qu'il s'agisse de Montesquieu ou de Rousseau, n'avaient pas vraiment pensé dans ces termes, ou, plus exactement, ils n'avaient pas été confrontés à la radicalité pratique de cette question jusqu'à en faire le centre de leur œuvre<sup>1</sup>. L'instauration du suffrage universel, après 1848<sup>2</sup>, banalisera également sur un autre mode ce problème, donnant l'illusion de sa résolution.

L'histoire du libéralisme français ne peut être retracée sans qu'il soit tenu compte de ce fait. Elle se distingue par là de l'histoire du libéralisme anglais. Celle-ci est en effet relativement unifiée. L'objet « pensée libérale » recouvre en Angleterre un ensemble de significations politiques ou économiques globalement homogènes et historiquement stables. Malgré leurs différences, Locke, Hume, Smith et John Stuart Mill s'inscrivent dans un champ conceptuel relativement cohérent. Cohérence qui résulte pour une large part du consensus sur le contexte institutionnel légué par la Révolution du XVIII<sup>e</sup> siècle : les acquis de 1688 constituent le socle commun de leur pensée. Le problème du rapport de la démocratie et du libéralisme ne s'est jamais posé en Angleterre dans des termes violemment exclusifs, comme le prouve le processus progressif d'extension du suffrage rythmé par les réformes graduelles de 1832, 1867 et 1884-1885. Les deux figures de l'individu et du citoyen s'y sont pratiquement équilibrées. Cet « équilibre » anglais doit être restitué à sa juste place : il constitue une exception dans l'histoire européenne. Partout ailleurs, il est impossible de parler *en général et au singulier* d'une pensée libérale moderne entre le XVIII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle. Le cas français est particulièrement frappant. La raison première de cette différence est d'ordre historique : elle tient au bouleversement que la Révolution française a introduit dans la réflexion politique. D'où la rupture, introuvable en Angleterre, entre les philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle et les penseurs

1. ROUSSEAU n'a par exemple jamais opéré la synthèse de l'*Émile* et du *Contrat social*, pensant de façon séparée le problème du citoyen et celui de l'individu. « Il faut opter entre faire un homme et faire un citoyen, car on ne peut faire à la fois l'un et l'autre », écrit-il ainsi dans l'*Émile*.

2. La question, intellectuellement décisive, du suffrage des femmes étant mise à l'écart.

politiques du XIX<sup>e</sup> siècle. Montesquieu, Constant, Say, Guizot, Tocqueville, Bastiat et Prévost-Paradol, pour prendre quelques points de repère significatifs, ne dessinent pas une figure continue et cohérente, sauf à tous les renvoyer à une notion de liberté trop vaguement énoncée. Les théoriciens du libéralisme économique se rattachent certes à la tradition anglaise, mais leur propos est en fait beaucoup plus restreint que celui d'un Adam Smith. Jean-Baptiste Say ou Bastiat traitent de la valeur, de l'échange, de l'impôt, du rôle de l'État avec pour seule visée de dégager les lois « scientifiques » qui président aux processus de formation et de circulation des richesses; leur ambition n'est nullement d'insérer leur travail dans l'élaboration d'une théorie plus générale du gouvernement des hommes. La distinction entre le libéralisme économique et le libéralisme politique est ainsi fondamentale en France alors qu'elle n'a guère de sens en Angleterre. Mais l'idée de libéralisme politique n'est pas elle-même homogène. Montesquieu, Guizot et Prévost-Paradol ne cherchent pas à répondre aux mêmes questions. Le contexte historique de leur réflexion a imposé à chacun d'entre eux une problématique spécifique. L'ensemble conceptuel forgé à partir de l'étude des auteurs anglais du XVIII<sup>e</sup> siècle pour définir le « libéralisme » s'avère donc finalement inadéquat pour rendre compte de la complexité de ce qu'on a pris l'habitude, par commodité et paresse, de coiffer en France du même vocable. D'où le propos de ce travail : constituer en objet spécifique la philosophie politique française des années 1814-1848 pour proposer une nouvelle lecture de l'histoire des idées libérales et démocratiques au XIX<sup>e</sup> siècle.

## *Terminer la Révolution*

Sous le Directoire, Cabanis, Destutt de Tracy, M<sup>me</sup> de Staël ou Saint-Simon, pour ne citer que quelques noms, s'appliquent à surmonter « l'inexplicable vertige qu'on a nommé le règne de la terreur », selon le mot de Benjamin Constant dans *De l'esprit de conquête*. On croira pendant une courte période avoir enfin mis un terme, et donné un sens, à la crise ouverte au moment de la transformation des États généraux en Assemblée constituante. Le Consulat puis l'Empire avaient détruit cet espoir avec leur cortège de coups de force, d'humiliations et d'aventures extérieures. L'ordre n'avait été assuré que par un retour à des formes despotiques que l'on pensait révolues. Vers la fin de l'Empire, les survivants du Directoire étaient désorientés. Parlant de cette période, Rémusat notera : « La France attristée ne se détournait cependant pas du gouvernement pour chercher son salut en dehors de lui; elle en était venue à manquer de l'illusion des souhaits. Son gouvernement l'alarmait et ne l'irritait pas. Elle n'en désirait pas la chute, elle n'en espérait pas la réforme, elle le regardait comme nécessaire et dangereux, et se sentait dans une égale impuissance de lui faire du mal ou du bien, de l'éclairer, de le contenir ou de le renverser; elle n'avait pas de but. Ni dans les souvenirs de l'Ancien Régime ni dans ceux de la Révolution, elle ne trouvait à se former même un mode de gouvernement imaginaire qu'elle pût opposer ou préférer à la réalité [...] cette disposition des esprits en politique répondait à une disposition analogue sur toutes les choses de l'ordre moral. La philosophie, la littérature, les arts, pour tout dire en un mot, les opinions étaient resserrées dans d'étroites limites : on mettait la sagesse dans la contrainte. Peu de mouvement, point de nouveauté, beaucoup de prudence. On se



défait du raisonnement dans les choses de raisonnement, de l'imagination dans les choses d'imagination. Quelqu'un disait vers ce temps-là à M. Sieyès : Que pensez-vous? – Je ne pense pas, répondait le vieux métaphysicien dégoûté et intimidé, et il disait le mot de tout le monde. L'esprit humain a rarement été moins qu'alors fier de lui-même : c'est un temps où il fallait être soldat ou géomètre<sup>1</sup>.» Le jeune Edgar Quinet rapporte dans son *Histoire de mes idées* sa surprise de grandir dans un monde auquel on semblait ne rien comprendre<sup>2</sup>.

L'échec de l'Empire allait-il inaugurer une ère nouvelle? La Charte allait-elle enfin donner à la France la bonne Constitution dont elle avait besoin, lui ouvrant les portes de la stabilité après vingt-cinq années pendant lesquelles elle avait expérimenté, à travers huit Constitutions successives, presque tous les régimes que la science politique pouvait recenser? C'est l'espoir qui naît avec la Restauration. Mais chacun sent qu'il ne suffit pas pour cela de se fier aux vertus réconciliatrices, d'ailleurs bien fragiles comme on le verra dès 1815, de la Charte. Pour clore, enfin, la Révolution, il faut redonner de l'intelligibilité à l'histoire, comprendre 1789 comme 1793, découvrir pourquoi la France a été ballottée entre autant d'abîmes et de déceptions alors même qu'elle pensait chaque fois être arrivée à bon port. Il n'avait en effet pas suffi aux constituants de 1791 de proclamer comme Barnave « la révolution est finie » pour qu'elle le fût effectivement; pas plus qu'à Bonaparte qui avait fermé la déclaration du 18 Brumaire sur une affirmation identique (« La Révolution est fixée aux principes qui l'ont commencée : elle est finie »). On avait à chaque fois pris la fin d'un acte pour la fin de la pièce comme le dira plus tard Tocqueville en parlant de 1830. Fonder, inscrire dans la durée, stabiliser : telle est l'obsession de la génération de la Restauration. Pour atteindre cet objectif, nul n'en doute, il ne suffit pas de bâtir des plans de gouver-

1. RÉMUSAT, *Critiques et études littéraires, ou Passé et Présent*, Paris, 1847, 2 vol., p. 7 de la préface. Nous avons suivi Rémusat et Quinet pour saisir l'esprit de cette période parce que, nés avec le siècle (Rémusat 1797, Quinet 1803), ils portent sur elle un regard neuf qui n'est altéré par aucun souvenir.

2. « J'entendais des gens que je mettais avec raison à cent piques au-dessus de moi répéter à toute occasion et d'un air sardonique : *Je ne comprends pas*. Ces quatre mots composaient le fond de la langue d'alors. » Edgar QUINET, *Histoire d'un enfant (histoire de mes idées)*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, 1905, p. 103.

nement et d'écrire des constitutions, même si elles sont nécessaires. Ce n'est pas seulement d'une bonne Constitution que la France a manqué. Ultras et libéraux se rejoignent sur ce constat, de même qu'ils rejettent ensemble, pour en avoir constaté les effets pervers, les illusions de tous les « systémateurs » qui croyaient que la société pouvait se réformer par décret en se coulant dans le moule de leur théorie. La réflexion sur l'art de gouverner se double ainsi d'une visée philosophique sur la redéfinition des rapports entre la société et le pouvoir politique. On veut en ce sens articuler le politique sur une sociologie et sur une théorie des institutions, en cessant de considérer ces dernières comme de simples machines. L'ordre social, est-on persuadé, doit être dorénavant compris selon un mode biologique et non plus mécanique.

Les hommes de 1814 ont le sentiment d'une tâche immense à accomplir : celle qui consiste à *construire* la France nouvelle après que la France ancienne eut été détruite par leurs prédécesseurs de 1789. D'où la nécessité pour eux de rompre avec les philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle qui furent les maîtres à penser de leurs aînés. « Le XVIII<sup>e</sup> nous a beaucoup désappris », dira Guizot en résumant l'opinion dominante. Entendons : il ne nous a enseigné qu'à critiquer alors que notre problème est de fonder.

Les libéraux de 1814 se définissent comme les héritiers de l'ambition des révolutionnaires de 1789 tout en ayant le sentiment d'appartenir à une génération radicalement novatrice par la nature des tâches que l'histoire lui assigne. Mais comment innover lorsqu'on a perdu ses repères et rejeté la philosophie de ses pères <sup>1</sup>? Le romantisme en dira la difficulté et l'implacable urgence en faisant du poète, le « dompteur du chaos »

1. GUIZOT notait en 1820 : « Il y a un grand malheur pour la génération qui va paraître. Elle n'hérite des temps qui l'ont précédée que des besoins et des intérêts. Elle n'est pas simplement appelée à continuer la société; il faut qu'elle la reconstruise; elle assiste maintenant aux premiers travaux. Nuls principes fixes, nulles nécessités reconnues, nulles habitudes réglées ne lui ont été transmises. Le passé qui est derrière elle ne lui a rien légué, rien du moins qui soit déjà clair, puissant, capable de la satisfaire et de la contenir à la fois. Lois, opinions, sentiments, situations mêmes, tout a été obscur ou incertain autour de son berceau. Elle ne peut vivre sur un fonds venu de ses pères; elle cherche sa nourriture morale; elle a reçu une impulsion, et voilà tout » (*Du gouvernement de la France depuis la Restauration et du ministère actuel*, Paris, 1820, p. 152).

selon Shelley, le crucifié, héroïque et solitaire, de cette tension. « J'étais douloureusement navré de ma propre impuissance, rapporte Quinet en parlant de son adolescence, et je puis le dire aussi, de l'impuissance de mon temps, puisque je ne voyais autour de moi ni un guide auquel je pusse me fier, ni même un compagnon dans la route où je tremblais et brûlais à la fois de m'engager. J'avais le pressentiment qu'il s'agissait d'un renouvellement presque entier des choses de l'esprit. Et comme je ne voyais personne y travailler, je me croyais seul [...] quoique cette souffrance allât souvent jusqu'au désespoir, il n'y avait pourtant rien qui ressemblât au spleen, à l'ennui de la vie, à tout ce que l'on a appelé le vague des passions, vers la fin du siècle dernier. C'était, il me semble, à bien des égards, le contraire de la lassitude et de la satiété. C'était plutôt une aveugle impatience de vivre, une attente fiévreuse, une ambition prématurée d'avenir, une sorte d'enivrement de la pensée renaissante, une soif effrénée de l'âme après le désert de l'Empire. Tout cela, joint à un désir consumant de produire, de créer, de faire quelque chose, au milieu d'un monde vide encore <sup>1</sup>. » « Notre malheur, écrivait de son côté Lamartine, est d'être né dans ce maudit temps où tout ce qui est vieux s'écroule, et où il n'y a pas encore de neuf <sup>2</sup>. » Cette génération allait rapidement apprendre à se former en tant que telle et entreprendre son œuvre. Elle se reconnaîtra dans la magnifique harangue de Jouffroy, « Comment les dogmes finissent » <sup>3</sup> : « Une génération nouvelle s'élève, qui a pris naissance au sein du scepticisme, dans le temps où les deux partis avaient la parole. Elle a écouté et elle a compris : pour elle le vieux dogme est sans autorité ; pour elle le scepticisme a raison contre lui, mais il a tort en lui-même : quand il a détruit, il ne reste rien. Et déjà ces enfants ont dépassé leurs pères, et senti le vide de leurs doctrines. Une foi nouvelle s'est fait pressentir à eux ; ils s'attachent à cette perspective ravissante avec enthousiasme, avec conviction, avec résolution. L'espérance des nouveaux jours est en eux ; ils en sont les apôtres prédestinés, et c'est dans leurs mains qu'est le salut

1. QUINET, *op. cit.*, pp. 181, 182.

2. LAMARTINE, lettre du 19 août 1819 à la marquise de Raigecourt. *Correspondance de Lamartine*, Paris, 1873, t. II, p. 399.

3. Écrit en 1823, publié le 24 mai 1825 dans *Le Globe* (repris dans les *Mélanges philosophiques*), ce texte fut considéré comme le manifeste de la nouvelle génération politique.

du monde <sup>1</sup>. » D'où le sentiment, largement partagé, de vivre pendant la Restauration une véritable « renaissance », l'expression est sous toutes les plumes, illustrée par un extraordinaire essor des publications. *La Minerve, Le Mercure, Le Censeur, Le Censeur européen, Les Archives politiques, philosophiques et littéraires, Le Globe, Le National, La Revue française, Les Tablettes universelles, Le Courrier*, pour ne citer que les plus célèbres, sont les lieux où s'exprime la recherche d'une nouvelle philosophie politique et historique sur laquelle une France stable puisse s'édifier. « C'est le moment des tentatives originales », écrira alors le jeune Rémusat <sup>2</sup>.

L'abondante littérature publiée pendant ces premières années de la Restauration est marquée par une préoccupation centrale : faire sortir la politique du domaine des passions pour la faire entrer dans l'âge de la raison ; substituer aux aléas de la volonté les régularités d'un ordre scientifique. C'est pourquoi on critique de toutes parts le dogme de la souveraineté du peuple, accusé d'avoir autorisé les débordements de la Révolution, en cherchant la voie d'un gouvernement rationnel et d'une politique scientifique. L'idée est alors banale. On la retrouve aussi bien chez Auguste Comte que chez Guizot, Benjamin Constant ou Dunoyer. Elle n'est d'ailleurs pas vraiment neuve. Tous les survivants de la Terreur avaient également pensé dans ces termes dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Dans *De l'influence des passions sur le bonheur des individus et des nations* (1796) et dans *De la littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales* (1800), M<sup>me</sup> de Staël avait exprimé pour un large public cette exigence de rationalité autour de laquelle s'ordonnaient les travaux plus savants des idéologues. « Le despotisme, écrivait-elle, dispense de la science politique, comme la force dispense des lumières [...] le despotisme ne peut donc être l'objet des calculs de l'entende-

1. *Mélanges philosophiques*, 4<sup>e</sup> éd., Paris, 1866, pp. 13-14. Dans « De la Restauration », RÉMUSAT note « De nouvelles générations s'étaient formées. Elles arrivaient à la politique, il y eut alors vraiment une nouvelle France » (*Politique libérale*, Paris, 1860, p. 270). Dans la préface à *Passé et Présent*, Rémusat insiste sur cette dimension générationnelle : « L'auteur appartient à une génération qui s'est cru le devoir et presque la mission de résumer toutes les recherches et tous les progrès de la raison humaine sur les questions qui l'intéressent le plus, d'arrêter et d'établir sous leur forme dernière ce qu'on peut appeler les opinions du siècle » (*op. cit.*, p. 12).

2. Lettre de RÉMUSAT à BARANTE du 7 décembre 1823, in *Souvenirs du baron de Barante*, t. III, p. 148.



PIERRE ROSANVALLON

## Le moment Guizot

Guizot, comme tous les penseurs libéraux de la Restauration et de la monarchie de Juillet, a été longtemps négligé, pris qu'il était entre les deux temps forts de la théorie politique moderne : l'apogée révolutionnaire du rousseauisme d'un côté, les commencements de la tradition socialiste de l'autre. La réévaluation de ce courant de pensée a commencé avec Tocqueville, avec Benjamin Constant. Elle s'affirme avec *Le Moment Guizot*. Phénomène normal après la crise du marxisme et celle de toute la pensée de gauche : il s'agit, pour une génération nouvelle, de penser à neuf la politique en remontant aux origines du grand débat autour du libéralisme et de la démocratie.

On ne trouvera donc ici ni une biographie intellectuelle ou politique, ni une histoire de Guizot dans son temps. Mais un effort pour dégager le système qui sous-tend la pensée de Guizot. En évitant d'opposer, comme on le fait ordinairement, la période « libérale » de l'opposant d'avant 1830 à la période « conservatrice » de l'exercice du pouvoir. L'ouvrage reconstitue la logique interne d'une pensée qui condense, de façon exemplaire, les acquis et les impasses du conservatisme libéral dans sa plus forte expression française. Le moment Guizot ou les paradoxes de l'éducation politique de la bourgeoisie au XIX<sup>e</sup> siècle.

*Pierre Rosanvallon est professeur au Collège de France. Il est l'auteur, notamment, aux Éditions Gallimard, de Le Sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France (1992), Le Peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France (1998) et de La Démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France (2000).*

